

POLITIK

TRIPARTITE

État providence !

Fabien Grasser

L'accord tripartite conclu le 4 juin contente tout le monde : les salarié-es, les entreprises, les fonctionnaires, les agriculteurs et Luc Frieden. Face à la hausse des coûts de l'énergie, le premier ministre CSV a trouvé le chemin du dialogue social à grand renfort d'argent public.

L'argent magique existe, et Luc Frieden sait comment le trouver. Ou du moins son ministre des Finances. Sur les cinq premiers mois de l'année, les recettes fiscales engrangées par l'État sont supérieures de 800 millions d'euros à ce qu'elles étaient un an plus tôt, soit une progression de 7,5 %, a expliqué ce dernier aux député-es et à la presse ce mardi 9 juin, cinq jours après la signature de l'accord tripartite entre le gouvernement et les partenaires sociaux, à Senningen. Cette première tripartite du gouvernement Frieden avait pour objectif de maintenir le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises face à la hausse des coûts de l'énergie et à l'inflation, provoquées par la guerre au Moyen-Orient. Le gouvernement prévoit d'injecter 432,5 millions d'euros sur deux ans pour financer les 20 mesures de son « Resilienzpak 2026 » (lire ci-dessous). Une dépense qui serait

indolore pour des finances publiques pourtant déjà sous pression.

L'argument des recettes supplémentaires ne convainc guère l'opposition, qui s'inquiète de l'absence de financements compensatoires. « Sur les premiers mois de l'année, on voit que les dépenses progressent plus vite que les recettes », indique Sam Tanson sur RTL, estimant dès lors que le déficit de 1,4 milliard d'euros déjà prévu en 2026 pourrait encore se creuser. Les socialistes jugent le coût des mesures « considérable », mais estiment qu'il s'agit d'un investissement pour « surmonter ensemble cette crise ». Ils s'inquiètent en revanche des « nombreuses autres dépenses prévues, pour lesquelles le gouvernement ne précise pas comment il compte les financer ». Ils citent par exemple la défense, qui aspirera quelque 4,4 milliards d'euros dans les trois prochaines années. Le LSAP a en outre déposé une motion à la Chambre demandant la création d'une commission parlementaire spéciale de suivi de l'accord tripartite.

Plus critique, Déi Lénk constate que c'est l'État qui paie, mais que le « patronat reste non solidaire ». « Dans cette Tripartite, tout est financé par le budget de l'État et donc, de manière disproportionnée, par les salariés eux-



Nora Back, présidente de l'OGBL, Marc Lauer, futur président de l'UEL, Michel Reckinger, actuel président de l'UEL, et Luc Frieden, le 4 juin à Senningen. Pour l'instant, tout va bien...

mêmes », écrit le parti de gauche dans un communiqué publié après l'annonce de l'accord. « Le patronat ne paie pas un seul centime de l'augmentation supplémentaire du salaire minimum annoncée », note par exemple Déi Lénk. Ce que confirme l'UEL, l'organisation patronale approuvant « le mécanisme retenu, reposant sur un crédit d'impôt financé par l'État, qui permet d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés sans alourdir davantage les charges pesant sur les entreprises ».

Quoi qu'il en soit, hormis Déi Lénk qui reste sur sa faim, l'ensemble de l'opposition salue la conclusion de l'accord et le retour au dialogue avec les partenaires sociaux. Elle crédite le gouvernement d'avoir rondement mené ces négociations en trois jours, sur l'air de « quand on veut, on peut », à l'adresse d'un Luc Frieden qui a sérieusement ébranlé le modèle social luxembourgeois par son parti pris probusiness et son inclination à décider seul. Une méthode qui a notamment provoqué un rapprochement inédit entre les deux premiers syndicats du privé, constitués en Union des syndicats OGBL-LCGB.

Rendez-vous tous les trois mois

Pour l'heure, l'humeur est en tout cas à la satisfaction, la présidente de l'OGBL, Nora Back, jugeant « qu'il n'y a que des aspects positifs pour les salariés », tandis que, pour l'UEL, « l'accord trouvé reflète l'approche responsable et pragmatique des différents partenaires autour de la table ».

S'il faut bien reconnaître à Luc Frieden un mérite dans la conduite de ces discussions, c'est celui d'avoir su concilier des ordres du jour parfois diamétralement opposés entre syndicats et patronat. Ce dernier refusait de parler de salaire social minimum, de logement ou de chômage dans cette tripartite, qu'il voulait exclusivement centrée sur la crise énergétique et ses répercussions sur la compétitivité des entreprises. Pour les syndicats, il était

hors de question de ne pas aborder ces sujets structurels à l'origine de la paupérisation d'une part significative de la population. Luc Frieden a trouvé un chemin en jouant d'une part du carnet de chèques (sur le salaire minimum revalorisé par des crédits d'impôt) et en instituant d'autre part des instances de suivi sur le logement et l'emploi avec les partenaires sociaux, dont la mission ira au-delà du seul encadrement des mesures décidées dans l'accord tripartite.

Tous les premiers ministres n'aiment pas l'exercice de la tripartite. C'était le cas de Xavier Bettel et sans doute davantage encore de Luc Frieden, qui s'est fait longuement prier avant de convoquer la première réunion du Comité de coordination tripartite de cette coalition CSV-DP. Il jouait gros en cas d'échec, alors que sa popularité et celle de son parti sont au plus bas. À l'issue de trois jours de réunions à Senningen, le climat social est redevenu plus serein. Les parties signataires devraient désormais se retrouver tous les trois mois afin de faire le point sur l'avancée de l'accord et sur d'éventuelles rectifications à y apporter. Les syndicats ont convenu de revenir siéger au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE), l'organe tripartite dont ils avaient claqué la porte en octobre 2024, quand l'ancien ministre du Travail Georges Mischo avait tenté de remettre en cause leur droit exclusif à négocier des conventions collectives.

Il faudra néanmoins du temps pour restaurer la confiance entre syndicats, patronat et gouvernement après deux ans et demi d'agitation sociale sans précédent ces dernières décennies. Pour cela, nulle baguette magique : s'il veut réellement incarner un « nouveau Luc », le premier ministre devra désormais écouter et surtout entendre les revendications de toutes les parties, afin de construire les compromis nécessaires à une seconde moitié de mandat plus apaisée. Il reste du chemin à parcourir.

Un accord, trois piliers, vingt mesures

L'accord tripartite, nommé « Resilienzpak 2026 », a été conclu le 4 juin à Senningen entre le gouvernement, l'Union des syndicats OGBL-LCGB, le syndicat des fonctionnaires CGFP, l'UEL et la Chambre d'agriculture, dont il s'agissait de la première participation à une tripartite depuis 14 ans. Il présente 20 mesures déclinées en trois piliers : « Renforcer le pouvoir d'achat et freiner l'inflation », « Protéger l'emploi et l'économie » et « Promouvoir la transition énergétique ». L'accord ainsi que des projections détaillées sur ses effets sur les revenus, notamment, sont disponibles sur le site gouvernement.lu.

Parmi les points les plus médiatisés figure la hausse supplémentaire de 200 euros du salaire social minimum d'ici au 1er juillet, par le biais d'un crédit d'impôt. Un « crédit d'impôt conjoncture » est également accordé à l'ensemble des salarié-es jusqu'au 1er janvier. À la pompe, l'État déboursa cinq centimes par litre d'essence et de diesel jusqu'au 1er janvier pour atténuer leur hausse. Électricité, gaz et fioul seront également subventionnés.

Pour soutenir les entreprises, il y aura des aides ciblées en direction des secteurs les plus affectés, à l'exemple de la logistique. L'agriculture, doublement touchée par les prix de l'énergie et par l'envolée de ceux des engrais (en partie produits dans le Golfe), bénéficiera d'un soutien financier conjoncturel et de mesures à plus long terme pour le biogaz et la promotion des produits locaux dans la restauration collective publique.

Au chapitre de la transition énergétique, l'accord prévoit une hausse de la subvention pour l'équipement en pompe à chaleur, pour le conseil énergétique et pour l'assainissement énergétique des logements. Le leasing social, permettant aux ménages modestes d'acquérir un véhicule électrique, entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2027.